



CONCOURS D'ENTRÉE CYCLE INGENIEUR

EPREUVE : CULTURE GENERALE

MP / PC / PSI / PT / TSI

Samedi 15 Avril 2017

Durée : 2 Heures 30 Minutes

Condition(s) particulière(s)

Calculatrice interdite

Première partie

Vous ferez une synthèse OBJECTIVE du dossier qui suit. Il reflète des informations et des opinions relatives à la démocratie numérique. Veillez à ne pas introduire d'informations nouvelles parues depuis la publication des documents proposés. La synthèse devra comporter 400 mots maximum, avec une tolérance de 5 % en plus ou en moins. Tous les mots comptent, y compris les articles, fussent-ils élidés. (Coef. 2).

Seconde partie

En toute liberté intellectuelle SUBJECTIVE *et avec un maximum de rigueur dans l'expression*, vous vous interrogerez sur les effets possibles du numérique sur la vie démocratique (Coef. 3).

Origine des documents

1. « *« Civic Tech » : des applis pour doper la démocratie en ville* », article de Claire Legros, *Le Monde*, 14 juillet 2016.
2. « *Démocratie numérique, gadget ou révolution ?* », article de Jean-Christophe Chanut, *LA TRIBUNE*, 4 novembre 2014.
3. « *L'impact du numérique sur la démocratie : mirage ou révolution citoyenne ?* », article de Michel Perez, extrait du site *educavox.fr*, 20 décembre 2016.
4. « *Cartographie de la Tech civique en France* », extrait du dossier de presse « *mardigital* », Assemblée nationale, 13^e édition, 24 mai 2016.

1 « Civic Tech » : des applis pour doper la démocratie en ville

Les plateformes se multiplient pour proposer aux municipalités de renforcer le dialogue avec leurs habitants. Quels enjeux pour la démocratie locale ? Premier volet de notre série sur les « Civic Techs ».

LE MONDE | 14.07.2016 à 15h27 • Mis à jour le 19.07.2016 à 12h18 | Par Claire Legros

Sabrina veut ouvrir un « *supermarché de produits en vrac pour réduire les déchets* », Amor propose « *un marché estival nocturne* » tandis que Nicolas aimerait « *bâtir des murs pour laisser les jeunes (et les moins jeunes) faire du street art et du graffiti* ». Depuis dix jours, les habitants de Vernon (Eure) peuvent proposer directement sur leur smartphone des idées pour améliorer leur quartier. Une consultation lancée dans le cadre du budget participatif, et soumise aux votes des habitants sur l'application Fluicity.

Elles s'appellent Vooter, City2Gether, Fluicity, ou Neocity... Créées par de jeunes entrepreneurs, ces start-ups ont pour ambition de renouveler la vie démocratique locale. Alors que 40 % des citoyens se détournent des urnes aux élections municipales, elles veulent les inciter à donner leur avis, alerter sur d'éventuels dysfonctionnements des services publics ou proposer des pistes d'améliorations pour leur ville. « *La vie politique a besoin d'outils de retour citoyen et de décision pour les élus* », estime Stéphane Béquin, co-créateur de Vooter, lancée en 2015 et actuellement testée par la municipalité de Bougival (Yvelines).

Start-ups « citoyennes »

La multiplication de ces plateformes s'inscrit dans le mouvement de la « Civic Tech » en fort développement ces dernières années, et qui regroupe les initiatives au service d'une participation plus large des citoyens à la vie politique, à l'échelle locale ou nationale. « *Il ne se passe pas une semaine sans que je reçoive une proposition de ce type* », s'exclame Pierre-Louis Rolle, coordinateur des projets numériques et citoyens à la ville de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Anne Hidalgo, maire de Paris, vient d'ailleurs d'annoncer la création d'un nouvel incubateur dédié aux start-ups « *citoyennes* » au cœur de la capitale, un centre d'innovation sur le modèle du Civic Hall de New York. « *Un maire a du mal à gouverner aujourd'hui parce qu'il manque d'informations qui remontent des quartiers. Ces outils vont lui permettre de mieux connaître ce que les gens pensent sur le terrain* », explique

Julie de Pimodan, ancienne salariée de Google, qui a lancé en 2015 Fluicity, l'appli utilisée par Vernon et par la mairie du 9^e arrondissement de Paris.

Au-delà de l'effet d'annonce, jusqu'où ces outils peuvent-ils renouveler le dialogue démocratique local ?

Les différentes plateformes visent le même public de jeunes actifs connectés qui s'intéressent à la vie de leur quartier, mais n'ont ni le temps ni l'envie de participer aux réunions municipales. Selon un sondage réalisé auprès d'élus en mars dernier par le think tank Décider ensemble, seul un tiers des municipalités qui ont déployé ces outils estiment toucher des publics nouveaux, et la moitié est satisfaite du nombre de citoyens impliqués. À Vernon, *« ce sont surtout des personnes déjà impliquées dans la vie urbaine qui ont adopté l'appli »*, constate Alexandre Huau-Armani, maire adjoint à Vernon en charge de la ville numérique.

Réseau social local

Pour Christophe Boissonnade, adjoint au maire de Voisins-le-Bretonneux, la plateforme numérique vient *« compléter une démarche plus large »* qui vise à promouvoir la participation des habitants aux décisions municipales. Un sondage sur la création d'une mutuelle locale a suscité près de 500 réponses, en majorité positives, et a joué selon l' élu *« un rôle déterminant pour convaincre le conseil municipal »*. L'expérience a aussi valeur de test pour la ville. *« Avec un millier d'utilisateurs réguliers sur une population de moins de 12 000 habitants, c'est une première étape avant de développer un réseau social local pour les habitants, dont le lancement est prévu en octobre prochain. »*

A charge pour l'équipe municipale de prendre en compte les disparités d'usages numériques entre les populations, dans les réponses qu'elle apporte aux demandes. *« Le risque de ségrégation lié au numérique est bien documenté aujourd'hui, estime Michel Briand, ancien membre du conseil national du numérique et acteur de la démocratie participative à Brest. Les municipalités doivent veiller à ne pas privilégier certaines catégories de population plus à l'aise que d'autres sur ce type d'outils. »*

Gratuit pour l'utilisateur, l'accès à ces plateformes de consultation est facturé aux municipalités sous forme d'un forfait mensuel, de quelques centaines à 1 000 euros selon les prestations fournies : utilisation des tableaux de bord des consultations, possibilité de communiquer avec la base de données, de gérer aussi l'accès aux menus des cantines... Une solution clé en mains séduisante pour les villes moyennes qui ne disposent pas des budgets suffisants pour développer leur propre plateforme.

Dynamique verticale

Même discours bien rodé, même modèle économique. A y regarder de plus près pourtant, on s'aperçoit que ces jeunes entreprises développent des stratégies différentes. A côté de la participation citoyenne, certaines se positionnent aussi comme des vecteurs de communication municipale, comme Neocity et Fluicity : les élus peuvent s'y adresser directement à leurs administrés, les informer des projets en cours dans leur quartier, leur envoyer des notifications tout en ciblant la communication pour qu'elle soit plus efficace. *« Jusqu'à présent, c'était aux habitants d'aller sur le site de la ville pour s'informer. Dorénavant chacun pourra recevoir directement les infos de son quartier sur son smartphone »*, explique Victor Perraud le fondateur de Neocity.

Une stratégie qui répond à la demande des élus. L'enquête du think tank Décider ensemble montre que les motivations des collectivités s'inscrivent souvent dans une dynamique verticale et descendante, plutôt que réellement participative. Interrogées sur leurs besoins, les municipalités citent d'abord la mise à disposition d'informations (70 %) loin derrière l'objectif de *« faire émerger des idées, éclairer la décision »* (30 %). Les start-ups se distinguent aussi par leur politique en matière de gestion des données. Un sujet sensible dans le domaine de la démocratie locale. Neocity ouvre sa base aux municipalités qui peuvent accéder à l'identité des participants à un sondage, et même les géolocaliser sur une carte. *« Chaque commune peut décider ce qu'elle demande au citoyen, l'identité complète ou seulement l'email »*, précise Victor Perraud.

Gestion des données

Au contraire, Fluicity ne livre aux mairies que des métadonnées et prévoit de se développer comme un réseau social à l'échelle des quartiers. *« La confidentialité des données, c'est la condition du contrat de confiance avec nos utilisateurs »*, précise sa fondatrice Julie de Pimodan. *« La présence d'un tiers de confiance entre les habitants et les élus garantit la pertinence des infos et la confidentialité*, estime aussi Stéphane Bequin. *L'idée est de développer un système vertueux où donner son avis n'entraîne pas de désagréments. »*

Faut-il confier les clés du débat public à des plateformes privées ? Tous les acteurs n'en sont pas persuadés. *« Une start-up peut être rachetée par un groupe plus important qui croquera les données avec d'autres, ce qui ne sera pas le cas si la plateforme est conçue comme un bien commun qui respecte des règles fixées ensemble »*, constate Michel Briand.

Quant à la maîtrise des programmes informatiques, elle joue aussi un rôle important. La ville de Nanterre a choisi d'utiliser un logiciel libre, Democracy Os, mis au point en 2012 en Argentine,

pour développer sa plateforme de consultation des habitants. Le programme informatique est en accès libre. Une *« logique d'ouverture qui renforce la confiance dans le procédé démocratique, estime Virgile Deville, président de Democracy OS France, l'association qui a accompagné Nanterre et diffuse le logiciel en France. La transparence du logiciel, c'est-à-dire la façon dont les votes sont pris en compte, comment ils remontent sur le site, l'utilisation qui est faite des données, tous ces enjeux sont fondamentaux et ne doivent pas être cachés quand on veut améliorer la démocratie locale. »*

Le programme informatique de la plateforme de Nanterre peut être réutilisé gratuitement par d'autres villes. *« D'un point de vue économique aussi, nous avons intérêt à travailler ensemble dans une démarche d'innovation ouverte qui peut enrichir le voisin »,* constate Pierre-Louis Rolle, coordinateur des projets numériques et citoyens à la ville de Nanterre, qui y voit la possibilité de *« créer une base d'outils qui serait un bien commun pour les villes, et la démocratie locale en général. »* L'équipe de Nanterre a été contactée par la ville d'Annemasse qui étudie la possibilité de répliquer la plateforme des Hauts-de-Seine. Horizontalité, représentation de tous et transparence dans la gestion des données et des outils... A l'heure numérique, la gouvernance et la participation à l'échelle locale restent à inventer.

Claire Legros - Journaliste au Monde

2 Démocratie numérique, gadget ou révolution ?

Par Jean-Christophe Chanut | 04/11/2014, 7 :34 | LA TRIBUNE

Via d'innombrables blogs, forums, commentaires postés, le Web est devenu un immense espace public, une nouvelle agora où l'on échange des connaissances et des informations. L'outil numérique a donné un immense élan au mouvement de la démocratie participative. Les initiatives foisonnent, à l'image du premier budget participatif de la ville de Paris, voté début octobre. Le monde politique tente de réagir en s'appropriant le désir de la foule de voir ses préoccupations mieux prises en considération. Mais, de l'open data à la démocratie numérique, le champ d'action de l'e-citoyen reste encore limité.

« Par le présent arrêté municipal, désormais, le ramassage des ordures ne sera plus assuré que deux fois par semaine au lieu de quatre. » Ce matin-là, Michel, comme les 2.000 autres habitants de sa commune rurale, découvre la dernière décision du conseil municipal, prise sans aucune concertation au nom de l'impératif besoin de faire des économies. Une demi-heure après, Michel allume son ordinateur, et rédige un billet rageur sur le blog qu'il a créé, veillecitoyenne.org.

Une heure après, Michel a déjà reçu plus de 400 commentaires de soutien, soit 20% de la population de la commune. Michel transfère tous les commentaires sur la boîte de messagerie du maire. Celui-ci, inquiet, annonce qu'il suspend l'exécution de son arrêté municipal et qu'il engage une concertation citoyenne... Cette histoire est une fiction, certes. Mais elle illustre un mouvement de fond à l'œuvre sur toute la surface du globe, ou presque.

Celui de la démocratie participative où des citoyens réfléchissent, innovent, proposent, inventent en dehors des clous de la politique traditionnelle. Le Net déborde de sites où les internautes peuvent recenser les initiatives citoyennes locales ou nationales, ou bien dénicher des kits complets pour réaliser leur propre idée, tels projets-citoyens.fr ou democratieouverte.org.

Le numérique, un outil au service de l'e-citoyen

Ce mouvement multiforme en plein développement a trouvé son outil miracle pour croître davantage : le numérique. Via d'innombrables blogs, forums, commentaires postés, etc., le Web est devenu un immense espace public, une nouvelle agora où l'on échange des connaissances - Wikipédia - et des informations. On ne compte plus les réseaux citoyens qui naissent sur la toile,

ou les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et autres, pour dénoncer, proposer, influencer. Qu'on se rappelle le mouvement des « Pigeons » de l'automne 2012. Un simple « coup de gueule », publié sur le site de *La Tribune (latribune.fr)* pour alerter sur une modification de la fiscalité des plus-values de cession des entrepreneurs, a déclenché un raz-de-marée de commentaires et de réactions de patrons de start-up... Une mobilisation suffisante pour faire plier le gouvernement. Et qui a fait tache d'huile.

Ainsi encore, le 6 octobre, la « mobilisation citoyenne », notamment des internautes, a réussi à convaincre la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, d'abandonner les projets de recherche sur les gaz de schiste dans le Lubéron. Sans parler des nombreuses plates-formes ou réseaux qui se montent, même provisoirement, pour influencer le choix d'un maire au moment du vote du budget municipal, pour défendre un site pittoresque menacé, pour éviter la construction d'une rocade d'autoroute au milieu d'un parc régional, etc.

Parfois, même, ces forums ou regroupements sur le Net donnent naissance à des partis politiques qui viennent mordre les chevilles des partis institutionnels, comme le Tea Party aux États-Unis, le Parti Pirate en Suède ou en Allemagne, et Cinque Stelle en Italie... Parfois également, la mobilisation est éphémère et le mouvement s'épuise quand il s'agit de déboucher sur des propositions alternatives concrètes, de construire, de s'installer en interlocuteur dans la durée. On l'a vu avec les « Pigeons » au (réel) succès d'un jour.

La démocratie numérique vient ainsi amplifier et moderniser un mouvement plus ancien, celui de la démocratie participative, théorisée en son temps par le philosophe allemand Jürgen Habermas. Selon ce dernier, « *meilleure est la qualité du débat, plus légitimes et efficaces sont les décisions qui en découlent* ». Ce besoin de démocratie participative s'est aussi nourri de la crise, de la professionnalisation de la politique, de la défiance à l'égard des élites.

Le monde politique est en ébullition et tente de « récupérer » ou, à tout le moins, de s'adapter à ce phénomène. Un signe qui ne trompe pas. Ainsi, Alain Juppé, qui est loin d'être un novice en politique, appelle sur son blog les internautes à « coconstruire » son projet avec les Français. Et d'annoncer que son « *site d'initiatives citoyennes sera bientôt en ligne pour [me] permettre de dialoguer avec tous ceux qui veulent m'aider* ».

Cette initiative n'est pas sans rappeler « Désirs d'avenir », ce rassemblement citoyen lancé par Ségolène Royal dans la perspective de sa campagne présidentielle de 2007. La candidate socialiste avait su parfaitement humer ce phénomène, ce désir d'agir et de participer. Sept ans plus tard,

largement discrédité, le personnel politique n'a plus d'autre choix que de jouer la carte de la démocratie participative pour assurer sa survie.

C'est un peu le « *tout changer pour que rien ne change* », cher à Giuseppe Tomasi, prince de Lampedusa, auteur du célèbre roman *Le Guépard*. En quelque sorte, d'un mouvement du bas vers le haut, qui caractérisait les débuts de la démocratie participative, on passe plutôt à un mouvement du haut vers le bas.

Le monde politique contraint de s'adapter

Même Nicolas Sarkozy, le roi des meetings monstres, a amorcé sa conversion. Signe des temps, c'est sur Facebook qu'il a annoncé son « retour » ... Nicolas Baygert, spécialiste de la démocratie numérique et maître de conférences à l'université catholique de Louvain, y voit une volonté de l'ancien président de « *créer sa propre marque* » et « *d'avoir une communauté qui le plébiscite* ». Un modèle calqué sur celui adopté par Barack Obama, en 2008.

Selon Nicolas Vambremeresch, auteur en 2009 du best-seller *De la démocratie numérique* (Seuil), « *l'engagement est le nouveau défi des politiques. Ils ont bien compris qu'on ne pouvait plus demander à des sympathisants de simplement tracter sur les marchés le dimanche matin, ça ne marche plus. En fait, la démocratie numérique est au croisement de deux tendances. La première vient de loin, c'est la tentative de réappropriation par les citoyens de la prise de décision. Un mouvement qui a connu un nouvel essor avec la crise et le ras-le-bol à l'égard des élites qui se manifeste. On reproche à cette élite de ne pas savoir trouver des solutions à la crise. Le deuxième mouvement, c'est le formidable développement du numérique. Avec cet outil, les gens se sentent davantage autonomes, travaillent en réseaux. Surtout, le numérique facilite l'accès à une information de masse* », souligne le patron de Spintank.

Il est exact que les démarches participatives engagées par les dirigeants ne remontent pas à hier, mais plutôt à avant-hier. Des jurys citoyens pour juger de l'action publique sont installés dès le début des années 1970 en Allemagne de l'Ouest et aux États-Unis. En 1988, le Parti des travailleurs (PT) gagne les élections municipales de Porto Alegre, une ville brésilienne de plus de 1,5 million d'habitants, qui deviendra plus tard le symbole de l'altermondialisme.

Or, dès 1989, la nouvelle municipalité cherche à associer les citoyens aux priorités budgétaires, c'est le budget participatif. Les habitants se réunissent par quartier pour définir ces priorités budgétaires, puis élisent des délégués au Conseil du budget participatif. Le succès a été énorme avant que la municipalité ne rechange de majorité et que le budget participatif ne retourne à la portion congrue.

L'exemple de Porto Alegre a ainsi connu de nombreux avatars dans de grandes villes occidentales, à Toronto, Hambourg, Lisbonne... et Paris. C'était un point cher à Anne Hidalgo (PS), durant la campagne municipale. Éluë maire, elle a tenu parole. Le budget participatif parisien représentera à terme 5% de l'effort d'investissement municipal, soit un total de 426 millions d'euros entre 2014 et 2020. La première « tranche », pour l'instant limitée à 20 millions d'euros, a donné lieu à un vote citoyen fin septembre : 20.002 Parisiens ont voté par Internet, et 16.743 dans 190 urnes mises à disposition. Un beau succès pour une première édition. Même si les projets retenus ne sont pas très stratégiques (végétalisation de murs, création de jardins pédagogiques, etc.).

La participation permet d'endiguer la défiance

Il n'empêche, l'objectif de la démarche était ailleurs, comme l'a expliqué Anne Hidalgo :

« Il est important que les habitants se réapproprient les questions de la cité. Les institutions démocratiques et les représentants élus sont confrontés à une crise de confiance de la part des citoyens, qui se sentent éloignés, voire exclus des choix politiques, dont ils constatent pourtant les conséquences dans leur vie quotidienne. Il faut endiguer ce phénomène en encourageant la démocratie directe. »

Tout est dit...

Mais Paris n'est pas pionnière en France, loin de là. Depuis 2004, Grigny (Rhône), petite commune de moins de 10.000 habitants a aussi son budget participatif. La région Poitou-Charentes également, qui a créé en 2005 le budget participatif des lycées - doté d'une enveloppe annuelle de 10 millions d'euros - où le public est appelé à définir les actions prioritaires *« pour mieux vivre et travailler au lycée »*.

Et ce mouvement a encore de beaux jours devant lui, ainsi que l'explique Nicolas Vambremeresch :

« La crise de confiance est telle que les politiques sont obligés de s'appuyer sur l'effet réseaux. Ils le font de deux façons : soit en leur fournissant du contenu, c'est pour cela que qu'ils ouvrent des comptes Facebook ou sont très actifs sur Twitter ; soit en leur donnant un peu de pouvoir, via la coélaboration de programmes, ou les budgets participatifs ».

Par exemple, depuis 2010, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal de Montréal (Québec) met à la disposition des contribuables un simulateur budgétaire permettant de se prononcer sur les priorités. Quant à la Communauté urbaine de Bordeaux (CUB), elle s'est engagée depuis juin 2010 dans une démarche volontaire d'ouverture de ses données publiques (open *data*). Via un portail, le public

peut ainsi avoir gratuitement accès à des données concernant les transports, l'habitat, la gestion de l'eau, etc.

Aux États-Unis, la Maison Blanche aussi a bien compris ce désir d'information qui émane du public. L'exécutif américain a ainsi ouvert un site [Web Recovery.gov](http://Web.Recovery.gov) où les contribuables peuvent suivre l'affectation des dépenses publiques fédérales. Avant même cela, durant sa première campagne de 2008, Barack Obama avait su comme jamais auparavant utiliser les réseaux sociaux. On a même parlé de « e-mobilisation » : grâce au site My.barackobama.com, l'électeur et le militant étaient informés en temps réel des initiatives du candidat.

Le monde politique a donc « flairé » les opportunités que lui offre cette envie d'agir et de compter des e-citoyens. Et le numérique est là pour lui faciliter la tâche. Il a astucieusement retourné à son profit la volonté du public de « participer ». Quitte à lui lâcher quelques bribes de pouvoir, via par exemple les budgets participatifs.

Pour autant, cette démocratie participative « vue d'en haut » reste encore extrêmement limitée. Il en serait tout autrement si un élu considérait qu'il est désormais détenteur d'un mandat impératif, ce qui l'obligerait à rendre des comptes devant ses électeurs, voire à abandonner son mandat si ces mêmes électeurs se montraient insatisfaits lors d'une consultation. Or, on n'a pas encore vu un élu démissionner à la suite du succès rencontré par une pétition publiée sur un compte Facebook. Cela reste le rôle de ce grand rendez-vous démocratique que sont les élections...

3

L'impact du numérique sur la démocratie : mirage ou révolution citoyenne ?

(mardi, Déc 20 2016 Écrit par PEREZ Michel extrait du site educavox.fr)

Telle était la question posée aux débats ce jeudi 15 décembre au Collège des Bernardins pour ce Digital society forum organisé par Orange en partenariat avec BFM TV.

« La vie politique se trouve transformée par l'arrivée du numérique. Aussi bien du côté de l'élu que du citoyen. 27% de Français estiment que le numérique est une révolution dans l'exercice de leur citoyenneté selon le sondage BVA / DSF réalisé à l'occasion de ce débat. Comment se créent les nouvelles dynamiques ? Les prises de décisions collectives fonctionnent-elles ? Quel rôle jouent les plateformes des CivicTech ? »

Le débat animé par Ruth Elkrief, en présence de Stéphane Richard, Président Directeur Général d'Orange et avec la participation de sept débats a mis en évidence certains constats fort intéressants, mais aussi des contradictions quant à la réalité de l'impact du numérique sur la démocratie.

Il peut sembler évident que le numérique, via les Smartphones et les réseaux sociaux est un amplificateur de l'intérêt et de la participation politique : c'est la thèse des acteurs économiques qui s'emploient à défendre leur pré carré (Twitter, Orange opérateur en télécommunications, instituts de sondage, chaînes d'information en continu). Cependant, il ne sera pas facile au cours du débat d'éclairer la réalité des processus qui sont à l'œuvre dans le domaine de la participation politique et/ou citoyenne (ce qui n'est pas la même chose) avec le numérique. Méfions-nous des évidences !

Comment le numérique change la politique

Pour Thierry Vedel (chercheur CNRS au Cevipof), le numérique change la politique dans trois domaines : l'information, la facilitation de la discussion et du débat (celui-ci devient alors souvent très expressif, voire égocentrique) et l'action collective qui favorise les mouvements sociaux. On idéalise souvent l'attente des citoyens. Ils ne veulent pas plus d'information : ils en veulent moins et si possible en la simplifiant. Internet est aussi un divertissement de la politique : il y a une ambivalence quant à ses répercussions sur la démocratie.

Thierry Pech (Directeur général de Terra Nova) affirme que le numérique accélère la crise de la représentation en introduisant une rupture entre une partie de la population et le reste. Les classes populaires et les petites classes moyennes ne se reconnaissent plus dans la représentation politique ou même associative. Dans cette nouvelle sociologie de la participation, ne se trouvent pas les classes petite et moyenne basse. Or, ces classes peuvent faire une élection. C'est cette question politique qui se pose à la démocratie.

Comment réintégrer dans le cercle de la participation démocratique les gens qui s'en sont éloignés ? Si on ne donne pas une réponse positive à cette question, nous sommes assis sur un volcan. On a pensé que l'élection résumait à elle seule la démocratie, or cela ne l'épuise pas du tout. Il y a un fort désir de participation (« liberté des anciens »), mais force est de constater que le monde de l'Internet est très affinitaire, or la démocratie est la chance de rencontrer quelqu'un qui ne pense pas comme vous sans se battre.

Gaël Sliman (Odoxa) confirme la rupture majeure qui existe entre ceux qui pensent qu'ils sont des gagnants du système globalisé (ce sont les *connectés*) et ceux qui se sentent exclus. Or ce sont les

non-connectés qui ont voté à la primaire de la droite. En fait, un quart des français est en dehors du jeu.

Où en est-on du débat démocratique sur Internet ? Apparemment on n'est pas très avancé, puisqu'en réalité les acteurs (quelques « privilégiés » appartenant aux catégories socioprofessionnelles favorisées, CSP+) s'y retrouveraient pour se conforter mutuellement dans leur propre opinion.

Alors, faut-il désespérer de l'impact positif du numérique dans la vie politique ? Certainement pas, si on s'attend seulement à une manière de mieux connaître et gérer les attentes des citoyens. Mais pour ce qui est de la participation citoyenne et des mouvements sociaux, c'est une autre affaire.

Les Civic Tech peuvent-elles proposer des alternatives crédibles pour sortir de l'impasse ?

Leonore de Roquefeuil est co-fondatrice en 2012 de voxe.org, association qui veut permettre aux citoyens d'avoir un impact réel sur la politique de leur pays, via le numérique : ce comparateur est aujourd'hui disponible dans 19 pays. Elle affirme qu'il faut être plus ambitieux avec ce qu'on attend de la démocratie et du numérique pour la démocratie. En effet, avec le numérique, on multiplie le potentiel d'interaction, mais cela ne veut pas dire que l'on va me répondre. Il faut faire bien plus que cela.

Axel Dauchez fondateur de make.org partage sans doute ces analyses, puisque selon lui, l'espace commun se réduit dans le corporatisme et l'individualisme.

Avec le numérique, le socle commun de la société se réduit et l'impuissance politique devient structurelle. Le bulletin de vote n'a plus d'impact et on se recroqueville sur son besoin personnel et individuel. Il est évident désormais que la politique et le vote ne suffisent plus. Les forces de transformation doivent être prises en charge par tous les acteurs de la société. Le site make.org consulte un million de français par mois sur des thématiques choisies pour faire émerger les propositions des citoyens : il génère 20.000 propositions par mois. « Notre métier est de construire des bataillons d'acteurs pour les diriger vers des modalités d'actions existantes. On crée un million de citoyens engagés par mois. La survie de la démocratie est au prix du sentiment permanent de démocratie, qui est qu'on a prise sur les événements ». Il faut donc passer des propositions citoyennes aux engagements politiques.

Vincent Pons co-fondateur de [Liegey Muller Pons](http://LiegeyMullerPons.com) (« la première Startup de stratégie électorale en Europe ») a participé à la campagne d'Obama.

Grâce à un ciblage numérique, le porte-à-porte traditionnel a permis de dégager des indices de priorité de la campagne électorale selon la géographie politique, quartier par quartier en fonction des données disponibles (résultats d'élections, chômeurs, familles etc.). Cette stratégie permet de cibler les électeurs et de répondre à leurs préoccupations. On devrait donc utiliser le numérique comme une modalité qui s'ajoute aux modalités d'action traditionnelles, il ne peut remplacer le porte-à-porte.

On est confronté à une réelle difficulté pour passer de la multitude des opinions à des choix collectifs qui soient l'expression de l'intérêt général. "Il y a aujourd'hui plus de gens qui produisent des idées que de gens qui peuvent les écouter".

Est-on suffisamment exposé aux idées adverses et non pas enfermé dans sa propre opinion, ce qui est aggravé par les communautés créées par le numérique ? La demande d'un homme fort monte, car le pays est bloqué parce que les gens pensent qu'ils n'ont plus de poids sur les décisions : on se réfugie alors dans le corporatisme.

Il faut réactiver la démocratie représentative avec de la démocratie participative, car le populisme se nourrit du sentiment d'impuissance.

Thierry Pech regrette l'absence de projets politiques : « on a une abondance de programmes et déficit de projets. La vraie question politique est : "Est-ce que la politique peut changer quelque chose à ma vie ?" »

L'espace public est désormais déhiérarchisé, on entend tout et n'importe quoi, la rumeur vaut la vérité. En démocratie l'égalité est radicale dans le partage du pouvoir. Il y a aujourd'hui une profanation des lieux de pouvoir et de savoir grâce au numérique. Ce fut un premier temps : il faut passer à autre chose. Or, la démocratie ne peut venir que du pluralisme. Où est la loi Bichet¹ du monde numérique ? » S'interroge Thierry Pech.

Une question de confiance

Pour clore provisoirement ce débat, lors des questions posées par le public, une étudiante apporte une précision importante quant à l'attitude des jeunes souvent stigmatisée vis à vis de la politique : "Ce n'est pas parce que on ne va pas voter qu'on n'est pas engagé. Et de plus, on n'a pas confiance dans le numérique."

La jeunesse française est motivée, puisque 8 jeunes sur 10 sont intéressés par la politique, et 6 sur 10 veulent faire quelque chose mais ils ne savent pas comment faire. Il est urgent de proposer d'autres voies d'action. La jeune génération n'est pas représentée dans le champ politique. Il est impératif de rétablir chez les citoyens la conscience que chacun a une responsabilité.

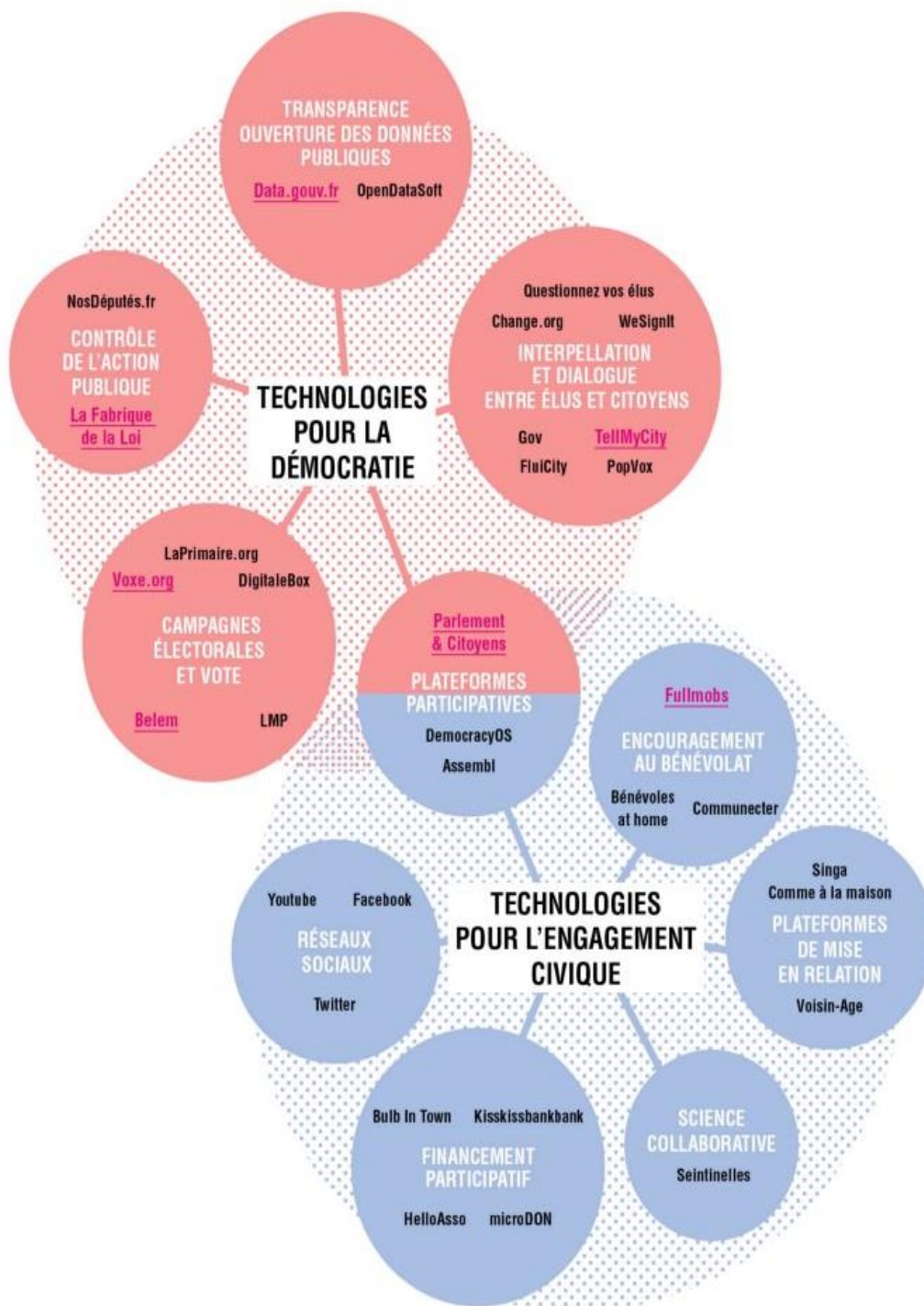
La question de la confiance est lourde, dans la démocratie. En effet, on la distribue avec parcimonie et la démocratie n'est pas faite pour donner sa confiance de manière permanente. Le doute est aujourd'hui redoublé par l'attitude des candidats, par l'écart qui existe entre la campagne, les promesses et la réalité. Le doute est aussi alimenté plus fortement dans la jeunesse par la conscience qu'elle a de la capacité de manipulation et d'instrumentalisation que porte le numérique.

Le numérique serait donc la meilleure et la pire des choses pour la démocratie ! Il est urgent que les acteurs politiques entendent ce besoin de clarification et qu'ils utilisent le numérique autrement que pour peser sur les consciences, c'est-à-dire que, grâce au numérique - et pas seulement via les instituts de sondage qui disent souvent ce que l'on veut leur faire dire - ils ECOUTENT enfin sérieusement ce que pensent les citoyens. La démocratie et la citoyenneté sont aujourd'hui à ce prix.

4 (page suivante) Cartographie de la Tech civique en France

¹ La **loi Bichet**, du nom de l'homme politique français Robert Bichet (1903-2000), réglemente la distribution de la presse écrite en France.

CARTOGRAPHIE DE LA TECH CIVIQUE EN FRANCE



Cette cartographie non exhaustive mentionne à titre d'exemple certaines initiatives ou technologies parmi les plus représentatives, choisies en fonction de leur nombre d'utilisateurs, de bénévoles ou de salariés.

Les initiatives soulignées sont celles des participants au mardigital CivicTech organisé le 24 mai 2016 par le Secrétariat d'État au numérique à l'Assemblée nationale.